

**Règlement de la consultation (R.C.) n° 04/14042025**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**Ministère de la Justice**

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous  
main de justice **(ATIGIP)**,  
Service de l'emploi pénitentiaire **(SEP)**,  
Régie industrielle des établissements pénitentiaires **(RIEP)**.

ATIGIP - SEP - RIEP  
11 rue Louisa Paulin  
BP 534  
19015 TULLE

[www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

**Objet de la consultation :**

Fourniture et livraison de peintures poudres industrielles applicables sur des produits métalliques,  
destinés à l'ensemble des ateliers métallerie ATIGIP- RIEP.

**Date et heure limites de réception des offres :**  
**Lundi 19 mai 2025 à 12 :00 heures**

# SOMMAIRE

Article 1 – PREAMBULE .....	3
Article 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	4
2.1 – Objet .....	4
2.2 - Mode de passation.....	4
2.3 - Type et forme de contrat .....	4
2.4 - Décomposition de la consultation.....	4
2.5 – Nomenclature.....	4
2.6 – Renouvellement .....	4
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
3.1 - Délai de validité des offres .....	4
3.2 - Forme juridique du groupement .....	4
3.3 – Variantes.....	5
Article 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
Article 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
Article 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	5
6.1 - Documents à produire pour la candidature.....	5
6.1 - Documents à produire pour l'offre .....	6
Article 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	6
7.1 - Transmission électronique .....	6
7.2 - Transmission sous support papier.....	7
Article 8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
8.1 - Sélection des candidatures .....	7
8.2 - Attribution de l'accord-cadre.....	8
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	8
9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	8
9.2 - Procédures de recours.....	8

## **Article 1 – PREAMBULE**

Le Service de l'Emploi Pénitentiaire (**SEP**) est un service de l'Agence du Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle des personnes placées sous main de justice (**ATIGIP**), service à compétence nationale placé sous l'autorité du Garde des Sceaux et du Directeur de l'administration pénitentiaire. Il a pour mission de développer le travail d'intérêt général, la formation professionnelle et le travail, dans les établissements pénitentiaires.

A ce titre l'**ATIGIP** est chargée de gérer le compte de commerce intitulé « Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires (**RIEP**) » qui lui confère l'autonomie financière en matière d'achats et d'investissements

Le SEP-RIEP est en charge de l'emploi pénitentiaire en régie et à ce titre assure la gestion technique, commerciale, administrative et financière de ses ateliers de production implantés principalement dans des établissements pour peines.

Le SEP-RIEP, au sein de l'ATIGIP, bénéficie donc de modalités particulières de fonctionnement et d'organisation qui ont pour but de lui conférer une véritable dynamique d'entreprise adaptée aux exigences des marchés concurrentiels. Il est doté des moyens structurels et fonctionnels permettant de développer le travail pénitentiaire.

Ce souci de développer l'emploi en établissements pénitentiaires répond à trois préoccupations essentielles :

Favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de la personne détenue : respect des rythmes et des délais, atteindre un niveau de productivité et de qualité dans le travail exécuté, acquérir une réelle qualification professionnelle.

Permettre la constitution d'une source de revenus au profit du détenu, des victimes, de la collectivité.

Réguler la vie en détention : contribution au maintien de la santé et de l'équilibre psychologique des personnes détenues, prise en considération du respect de soi, des droits et devoirs.

### **L'ATIGIP-RIEP représente :**

Environ 50 ateliers implantés dans une vingtaine d'établissements pénitentiaires, dans divers secteurs d'activités : confection - menuiserie boissellerie - métallerie - mécanique générale - imprimerie - informatique - traitement du son et de l'image - travail à façon - reliure - cuir - exploitation agricole.

1 200 détenus employés, encadrés en atelier par 150 personnels de l'administration, et appuyé par 50 personnels au siège de Tulle (19).

Un chiffre d'affaires de 28.5 M €.

Plus d'informations sur le site : [www.sep.justice.gouv.fr](http://www.sep.justice.gouv.fr)

## **Article 2 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION**

### **2.1 – Objet**

L'accord-cadre concerne la fourniture et livraison de peintures industrielle en poudres applicables sur des produits métalliques, destinés à l'ensemble des ateliers métallerie ATIGIP-RIEP

Le titulaire s'engage à livrer dans les mêmes conditions de prix tous les ateliers ATIGIP RIEP métallerie ainsi que tout nouvel atelier qui pourrait se rattacher ultérieurement au marché.

Les produits les plus couramment utilisés sont indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement « AE offre de prix ».

L'ATIGIP- RIEP est susceptible de commander tous types de peinture poudre et kits de retouche (bombe aérosol) figurant au catalogue ou/et au barème de prix du candidat.

Les candidats doivent également présenter dans leur offre un contrat de traitement des déchets de peinture poudre. Chaque candidat précisera dans l'annexe AE « offre de prix » le mode de traitement et le coût de cette prestation. Les candidats doivent obligatoirement joindre un modèle de contrat de traitement en précisant le type de traitement des déchets réalisé.

### **2.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

### **2.3 - Type et forme de contrat**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum pour la période initiale de l'accord-cadre est de : 130 000,00 €HT, les montants seront identiques pour chaque période de reconduction. (Maxi 4 ans)

### **2.4 - Décomposition de la consultation**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **2.5 – Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :  
- 44810000-1 : peintures.

### **2.6 – Renouvellement**

Il s'agit d'un accord-cadre **renouvelable 3 fois** par reconduction annuelle expresse.

## **Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.2 - Forme juridique du groupement**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La forme imposée de groupement d'opérateurs économiques se justifie par la nécessité d'assurer la bonne exécution des prestations et la coordination de ses membres ainsi que la continuité du service.

### **3.3 – Variantes**

Aucune variante n'est autorisée.

## **Article 4 - CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconduit de façon tacite par période de reconduction de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

## **Article 5 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 6 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

### **6.1 - Documents à produire pour la candidature**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

### **6.1 - Documents à produire pour l'offre**

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le mémoire technique	Non
Le CCP / ses annexes	Oui / non
RAL et échantillons	Non
Le catalogue du candidat avec son bordereau de prix net remisé	Oui
Toutes documentations techniques et commerciales qu'ils jugeraient utiles pour étayer leur proposition (plaquettes, catalogue, données techniques, normes etc. ...)	Non

### **Article 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres fixée au :

**Lundi 19 mai 2025 à 12 heures**

### **7.1 - Transmission électronique**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

**Une copie de sauvegarde (support papier ou numérique) peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :**

**Ministère de la Justice**  
ATIGIP - SEP - RIEP  
11 rue Louisa Paulin  
BP 534  
19015 TULLE

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **7.2 - Transmission sous support papier**

Les offres “ papiers ” et nuanciers, doivent être adressés par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postale (ou envoi par tout moyen donnant une date certaine) ou être remises contre récépissé au service suivant :

Service de l'Emploi Pénitentiaire - R.I.E.P  
Bureau Achat - Marchés  
11, Rue Louisa Paulin - B.P. 534  
19015 TULLE

Les échantillons sont à adresser à l'adresse suivante :

Atelier métallerie ATIGIP RIEP  
Centre de détention  
Les Vignettes - Chaussée de l'Andelle  
27107 VAL DE REUIL CEDEX

Les propositions : offres et échantillons, doivent être remises avant le :

**Lundi 19 mai 2025 à 12 heures**

## **Article 8 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **8.2 - Attribution de l'accord-cadre**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Critères	Pondération
1- Valeur technique	35 pts
2- Prix des prestations	45 pts
3- Délais de livraison	10 pts
3-Proposition innovante en matière d'éco-responsabilité	10 pts

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

## **8.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **9 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis

Les informations nécessaires à la remise des propositions peuvent être obtenues auprès du service Achats/Marchés : tél : 05.55.29.99.26/45.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Limoges  
1 cours Vergniaud  
87000 LIMOGES CEDEX

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au : Tribunal Administratif de Limoges.